

POLITIQUE CULTURELLE

Redécouvertes

Luc Caregari

La pandémie a chamboulé totalement la scène, voire l'industrie culturelle : tandis que les conséquences des saisons annulées ne sont pas encore estimables, les actrices et acteurs du secteur découvrent les lacunes du système, rendues limpides par la crise.

Les festivals d'été et d'automne 2020 tombent comme des mouches en ce moment, et le Luxembourg n'y échappe pas : festival de Wiltz remis à 2021, Koll an Aktioun remis sur les ondes radio publiques, Monodrama Festival reporté et on en passe. La crise de la Covid-19 et le confinement qui va avec ont signé l'arrêt de mort temporaire de toute l'industrie culturelle et événementielle, qui maintenant découvre ses fractures sociales et statutaires à la lumière de ces événements. Déjà avant cette catastrophe inimaginable, il y a encore quelques mois, il était de notoriété publique que dans le secteur culturel chacun bricolait un peu dans son coin et que les appels réguliers à plus de solidarité se perdaient vite dans le désert. Alors comment font les salles de concert, les établissements publics et les théâtres ?

Pour ces derniers, c'est Claude Mangen qui prend la parole. Président de la Theater Federatioun depuis quelques heures seulement - la fédération avait divisé la présidence en deux, Mangen ayant repris le flambeau de son prédécesseur Nicolas

Steil cette semaine -, il est conscient de la complexité de la situation en répondant aux questions du woxx ce mercredi après-midi : « C'est très difficile de trouver une ligne pour tout le monde. Chaque maison a mis en place ses propres dispositions. La fédération s'est chargée de faire la synthèse de toutes les procédures et d'en sortir des recommandations. Nous avons attendu aussi d'être fixés sur le programme du déconfinement, et quand nous avons entendu que rien ne sera possible avant la fin juillet, nous avons compris que nos saisons étaient mortes », dit-il. La fédération et le réseau des maisons de la culture décentralisées se sont rapprochés en temps de crise, avec une réunion sur Zoom « très intensive » par semaine. Il est vrai que les incertitudes qui pèsent sont lourdes et multiples : « Personne ne va présenter un nouveau programme avant l'été. Et il reste toujours la peur d'une deuxième vague du virus en automne, qui nous ferait repartir en confinement », estime Mangen. « Nous ne pouvons rien sans des décisions conséquentes de la part du ministère de la Santé et de l'État. »

La situation est d'autant plus compliquée pour certaines maisons que le chômage partiel y est impossible : « C'est le conventionnement qui l'interdit. L'État ne peut pas se rembourser lui-même, c'est un non-sens. Certains de nos membres l'ont envisagé tout de même, mais le risque est grand qu'ils doivent rendre cet

argent. » Pour ce qui est de la communication avec l'État et surtout avec le ministère de la Culture, Mangen la juge excellente : « Ils réagissent vite et bien. Et essaient comme nous de naviguer entre législation existante et état de crise, où nous tombons de temps en temps sur des paradoxes. La Theater Federatioun leur avait envoyé une lettre commune avec des questions de tous nos membres, y compris l'Aspro, qui regroupe les intermittents et les équipes techniques, et nous avons eu très vite une réunion avec les responsables du ministère et des réponses à nos questions les plus pressantes. » En général, la politique culturelle se montre très courante avec le secteur conventionné ; il est vrai aussi qu'il n'y a pas que des pertes, mais aussi de l'argent non dépensé en chambres d'hôtel, voyages ou per diem pour les artistes.

La culture est d'utilité publique

Mangen voit-il tout de même le risque que l'un-e ou l'autre des membres de la fédération, qui regroupe les théâtres municipaux, privés et les compagnies itinérantes, doive mettre la clé sous le paillason à cause de la crise ? « Absolument pas », rétorque-t-il. « Nous devons aller encore plus de l'avant, faire plus de bruit pour faire entendre nos revendications. Nous sommes d'utilité publique et pertinents pour la société ! Je regrette d'ailleurs qu'au-

cune conférence de presse gouvernementale pendant la crise n'ait touché un mot du secteur culturel. On parle des coiffeurs, des grandes surfaces et du contrôle technique, mais pas de nous. » Pour le nouveau président de la fédération, il n'est pas envisageable que les conventions ou les subventions soient baissées à cause de la crise. Il prévient même : « Nous n'attendrons pas gentiment qu'on nous convoque pour nous faire entendre. » Généralement, Mangen voit aussi des aspects positifs à la situation : « Malgré la lourdeur de la structure de notre fédération, nous avons pu avancer vite. Je pense que cette crise peut être bénéfique pour la Theater Federatioun, parce qu'elle nous force à nous confronter avec nous-mêmes. Et nous faisons en effet des progrès très créatifs, en remettant en question des choses fondamentales. »

De l'autre côté du comptoir, nous retrouvons le premier conseiller au ministère de la Culture, Jo Kox. Philosophe comme on le connaît, il fait sa propre synthèse de la situation : « Il y a une certaine perversité dans ce que nous découvrons : dans la crise, l'industrie culturelle est dépendante des ministères des Classes moyennes et de l'Économie et doit donc s'adapter au monde de l'économie, mais le problème est que ce même secteur dépend en grande partie des subventions et conventions du ministère de la Culture. » Pour l'instant, Kox et ses équipes sont toujours occupés

Comme le Koll an Aktioun - qui s'est réinventé en festival radiophonique sur la 100,7 -, beaucoup de festivals n'auront pas lieu cette année. Le secteur culturel aura du mal à surmonter ces pertes difficiles à chiffrer.



©GIORDANO LEA

« à jouer les pompiers » pour mettre à l'abri les plus précaires. « Certes, nous avons directement mis en place des aides pour les intermittent-e-s et les personnes au statut d'artiste, mais nous constatons qu'il y en a encore qui restent sur le côté. C'est pourquoi nous menons une enquête avec des associations du secteur pour voir ce qu'on pourra faire », précise-t-il. « Ces associations, l'AALP (pour les artistes plasticien-ne-s), l'Aspro (pour les intermittent-e-s et technicien-ne-s du théâtre), Lars (réalisatrices, réalisateurs et scénaristes), Actors.lu et l'Alpa, vont faire un recensement de leurs pertes probables. Nous allons conférer avec elles et faire passer le message aux ministères des Classes moyennes et de l'Économie. » D'ailleurs une union luxembourgeoise des associations du secteur culturel vient de se fonder - un signe que la scène est en pleine ébullition.

Kox, comme Mangel, constate qu'en temps de crise la communication parfois lourde entre ministères, fonctionnaires et public s'est améliorée en vitesse et en efficacité : « J'ai été agréablement surpris du fait que le secteur culturel n'a pas été oublié par les autres ministères et que, dans leurs démarches, ils ont essayé de l'inclure. » Inclure le plus de monde possible reste donc la priorité numéro un du ministère de la Culture, même si Kox reconnaît que pour certains secteurs c'est difficile, notamment dans l'industrie du film, avec des in-

dépendant-e-s qui vivent de projet en projet. Mais ce faisant, le conseiller de la ministre découvre du nouveau chaque jour : « C'est un aspect positif de l'état de crise : nous voyons mieux tous les aspects des aides que nous donnons et les lacunes du système apparaissent plus clairement. C'est clair que beaucoup de choses vont changer à l'avenir. » Une des lacunes identifiées par Kox est l'assurance santé, où le Luxembourg ne dispose pas de modèle spécifique pour artistes et indépendant-e-s, au contraire des « Künstlerkrankenkassen » qui existent en Allemagne, notamment en Bavière. « C'est que notre système, notamment pour la Sécurité sociale ou la Chambre des métiers, ne reconnaît toujours pas les métiers hybrides, des gens par exemple qui peuvent être employés communaux à temps partiel et se concentrer sur une carrière dans la musique le reste du temps. Il faudra repenser tout cela », remarque-t-il, en ajoutant : « Certains destins isolés qui tombent hors des mailles du système ne sont pas forcément beaux à voir. »

Mais pour les établissements publics et autres institutions culturelles de plus grande taille, l'avenir s'annonce difficile aussi : « Comment chiffrer les vraies pertes ? Qu'est-ce qui est à compenser et comment ? » sont des questions auxquelles il faudra évidemment trouver des réponses.

Désormais sans comptoir, mais connaissant la situation sur le ter-

rain mieux que d'autres, c'est à Luka Heindrichs, un des patrons du Gudde Wëllen, café-concert bien connu de la capitale, que nous donnons la parole en dernier. L'établissement a dû fermer ses portes depuis plus d'un mois déjà : « Nous avons directement mis notre équipe au chômage partiel, huit personnes donc, qui se partageaient quatre tâches et demie. En tant qu'indépendants, mon partenaire et moi sommes pour l'instant sans revenus. Nous arrivons pour l'instant à nous maintenir grâce au fundraiser (dont 50 pour cent des dons vont à l'association Catch a Smile, ndlr) que nous avons immédiatement mis en place au début du confinement », explique-t-il.

L'assurance-santé : une des lacunes pour artistes indépendant-e-s

En ce qui concerne le loyer, il a fait opposition : « Nous payons notre loyer à la brasserie Diekirch, qui elle loue aux Bâtiments publics. Alors que la Ville de Luxembourg et d'autres communes ont fait un geste envers les commerces qui louaient chez elles, l'État n'a pas bougé pour l'instant », constate-t-il. Et même si le Gudde Wëllen avait fait une bonne saison jusque-là, il ne sait pas exactement combien de temps il pourra tenir : « C'est que la partie vraiment grasse de la saison vient de nous échapper : le marathon, la Fête de la

musique et la fête nationale. C'étaient les trois occasions qui nous permettaient de passer l'été - nous qui déjà avons le handicap de ne pas avoir de terrasse. »

Du point de vue des aides, le Gudde Wëllen a bien reçu les 5.000 euros d'urgence, mais ça ne l'aidera pas à surmonter toutes les difficultés. Surtout que la reprise s'annonce complexe : « Ce que nous craignons le plus, ce sont des demi-mesures : on peut rouvrir, mais sans nuits blanches ou sans concerts par exemple. Et puis on ne sait pas comment le public va réagir si le ministère donne la consigne d'éviter des lieux comme le Gudde Wëllen. Je peux comprendre l'aspect sanitaire, mais d'un point de vue économique, ça nous tue. » Pour l'instant, le Gudde Wëllen ne reçoit pas d'aides du ministère de la Culture ni de la Ville de Luxembourg. Mais l'idée de se faire payer une partie de la programmation par l'administration communale, comme c'est le cas à Paris déjà, est peut-être en train de se frayer un chemin. Entre-temps, restons sur le constat que dans la culture, décidément, ce ne sera pas comme avant non plus.